

COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

RECUEIL DES ARRÊTS,  
AVIS CONSULTATIFS ET ORDONNANCES

AFFAIRE RELATIVE À CERTAINES  
PROCÉDURES PÉNALES ENGAGÉES  
EN FRANCE

(RÉPUBLIQUE DU CONGO *c.* FRANCE)

**ORDONNANCE DU 16 NOVEMBRE 2010**

**2010**

INTERNATIONAL COURT OF JUSTICE

REPORTS OF JUDGMENTS,  
ADVISORY OPINIONS AND ORDERS

CASE CONCERNING CERTAIN  
CRIMINAL PROCEEDINGS  
IN FRANCE

(REPUBLIC OF THE CONGO *v.* FRANCE)

**ORDER OF 16 NOVEMBER 2010**

Mode officiel de citation :

*Certaines procédures pénales engagées en France*  
(*République du Congo c. France*), ordonnance du 16 novembre 2010,  
*C.I.J. Recueil 2010*, p. 635

---

Official citation:

*Certain Criminal Proceedings in France*  
(*Republic of the Congo v. France*), Order of 16 November 2010,  
*I.C.J. Reports 2010*, p. 635

ISSN 0074-4441  
ISBN 978-92-1-071110-4

N° de vente: Sales number	<b>1000</b>
------------------------------	-------------

16 NOVEMBRE 2010

ORDONNANCE

CERTAINES PROCÉDURES PÉNALES  
ENGAGÉES EN FRANCE  
(RÉPUBLIQUE DU CONGO c. FRANCE)

---

CERTAIN CRIMINAL PROCEEDINGS  
IN FRANCE  
(REPUBLIC OF THE CONGO v. FRANCE)

16 NOVEMBER 2010

ORDER

COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

ANNÉE 2010

16 novembre 2010

AFFAIRE RELATIVE À CERTAINES  
PROCÉDURES PÉNALES ENGAGÉES  
EN FRANCE

(RÉPUBLIQUE DU CONGO c. FRANCE)

ORDONNANCE

*Présents:* M. OWADA, *président*; M. TOMKA, *vice-président*; MM. KOROMA, AL-KHASAWNEH, SIMMA, KEITH, SEPÚLVEDA-AMOR, BENNOUNA, SKOTNIKOV, CANÇADO TRINDADE, YUSUF, GREENWOOD, M<sup>mes</sup> XUE, DONOGHUE, *juges*; M. COUVREUR, *greffier*.

La Cour internationale de Justice,

Ainsi composée,

Vu l'article 48 du Statut de la Cour et le paragraphe 2 de l'article 89 de son Règlement,

Vu la requête déposée au Greffe de la Cour le 9 décembre 2002, par laquelle la République du Congo, se référant au paragraphe 5 de l'article 38 du Règlement, a entendu introduire une instance contre la République française au sujet d'un différend relatif à certaines procédures pénales engagées en France,

Vu la lettre du ministre français des affaires étrangères, datée du 8 avril 2003 et reçue au Greffe le 11 avril 2003, par laquelle la France a expressément accepté la compétence de la Cour pour connaître de la requête,

## INTERNATIONAL COURT OF JUSTICE

YEAR 2010

16 November 2010

2010  
16 November  
General List  
No. 129CASE CONCERNING CERTAIN  
CRIMINAL PROCEEDINGS  
IN FRANCE(REPUBLIC OF THE CONGO *v.* FRANCE)

## ORDER

*Present: President OWADA; Vice-President TOMKA; Judges KOROMA, AL-KHASAWNEH, SIMMA, KEITH, SEPÚLVEDA-AMOR, BENNOUNA, SKOTNIKOV, CAÑADO TRINDADE, YUSUF, GREENWOOD, XUE, DONOGHUE; Registrar COUVREUR.*

The International Court of Justice,

Composed as above,

Having regard to Article 48 of the Statute of the Court and to Article 89, paragraph 2, of the Rules of Court,

Having regard to the Application filed in the Registry of the Court on 9 December 2002, whereby the Republic of the Congo, referring to Article 38, paragraph 5, of the Rules of Court, sought to institute proceedings against the French Republic in respect of a dispute arising out of certain criminal proceedings in France,

Having regard to the letter from the Minister for Foreign Affairs of France, dated 8 April 2003 and received in the Registry on 11 April 2003, whereby France expressly consented to the jurisdiction of the Court to entertain the Application,

Vu l'inscription de l'affaire au rôle général de la Cour à la date du 11 avril 2003,

Vu l'ordonnance du 17 juin 2003 par laquelle la Cour s'est prononcée sur la demande en indication de mesure conservatoire présentée par la République du Congo le 9 décembre 2002,

Vu l'ordonnance du 11 juillet 2003 par laquelle le président de la Cour, compte tenu de l'accord des Parties, a fixé au 11 décembre 2003 et au 11 mai 2004, respectivement, les dates d'expiration des délais pour le dépôt du mémoire de la République du Congo et du contre-mémoire de la République française,

Vu le mémoire et le contre-mémoire dûment déposés par les Parties dans ces délais,

Vu l'ordonnance du 17 juin 2004 par laquelle la Cour, compte tenu de l'accord des Parties et des circonstances propres à l'affaire, a autorisé la présentation d'une réplique de la République du Congo et d'une duplique de la République française, et a fixé au 10 décembre 2004 et au 10 juin 2005, respectivement, les dates d'expiration des délais pour le dépôt de ces pièces de procédure,

Vu les ordonnances en date des 8 décembre 2004, 29 décembre 2004, 11 juillet 2005 et 11 janvier 2006, par lesquelles ces délais, compte tenu des raisons invoquées par la République du Congo et de l'accord des Parties, ont été reportés, successivement, au 10 janvier 2005, au 11 juillet 2005, au 11 janvier 2006 puis au 11 juillet 2006 pour le dépôt de la réplique, et au 10 août 2005, au 11 août 2006, au 10 août 2007 puis au 11 août 2008 pour le dépôt de la duplique,

Vu la réplique et la duplique dûment déposées par les Parties dans ces délais, tels que prorogés en dernier lieu,

Vu l'ordonnance du 16 novembre 2009 par laquelle la Cour, se référant à l'article 101 de son Règlement, et compte tenu de l'accord des Parties et des circonstances exceptionnelles de l'espèce, a autorisé la présentation d'une pièce additionnelle de la République du Congo suivie d'une pièce additionnelle de la République française, et a fixé au 16 février 2010 et au 17 mai 2010, respectivement, les dates d'expiration des délais pour le dépôt de ces pièces de procédure,

Vu les pièces additionnelles dûment déposées par les Parties dans les délais ainsi prescrits,

Vu les courriers en date du 9 février 2010 par lesquels le greffier a notamment informé les Parties que la Cour, agissant en vertu du paragraphe 1 de l'article 54 de son Règlement, avait fixé au lundi 6 décembre 2010 la date d'ouverture de la procédure orale en l'espèce;

Considérant que, par lettre datée du 5 novembre 2010 et reçue au Greffe par télécopie le même jour, l'agent de la République du Congo, se référant à l'article 89 du Règlement, a fait savoir à la Cour que son

Having regard to the entering of the case in the General List of the Court on 11 April 2003,

Having regard to the Order of 17 June 2003 whereby the Court adjudicated upon the request for the indication of a provisional measure submitted by the Republic of the Congo on 9 December 2002,

Having regard to the Order of 11 July 2003 whereby the President of the Court, taking account of the agreement of the Parties, fixed 11 December 2003 and 11 May 2004 as the respective time-limits for the filing of the Memorial of the Republic of the Congo and the Counter-Memorial of the French Republic,

Having regard to the Memorial and the Counter-Memorial duly filed by the Parties within those time-limits,

Having regard to the Order of 17 June 2004 whereby the Court, taking account of the agreement of the Parties and of the particular circumstances of the case, authorized the filing of a Reply by the Republic of the Congo and a Rejoinder by the French Republic, and fixed 10 December 2004 and 10 June 2005, respectively, as the time-limits for the filing of those pleadings,

Having regard to the Orders of 8 December 2004, 29 December 2004, 11 July 2005 and 11 January 2006 whereby those time-limits, taking account of the reasons given by the Republic of the Congo and of the agreement of the Parties, were successively extended to 10 January 2005, 11 July 2005, 11 January 2006 and 11 July 2006 for the filing of the Reply, and to 10 August 2005, 11 August 2006, 10 August 2007 and 11 August 2008 for the filing of the Rejoinder,

Having regard to the Reply and the Rejoinder duly filed by the Parties within those time-limits, as last extended,

Having regard to the Order of 16 November 2009 whereby the Court, referring to Article 101 of the Rules of Court and taking account of the agreement of the Parties and of the exceptional circumstances of the case, authorized the submission of an additional pleading by the Republic of the Congo followed by an additional pleading by the French Republic, and fixed 16 February 2010 and 17 May 2010 as the respective time-limits for the filing of those pleadings,

Having regard to the additional pleadings duly filed by the Parties within the time-limits so prescribed,

Having regard to the letters dated 9 February 2010 whereby the Registrar, *inter alia*, informed the Parties that the Court, acting in accordance with Article 54, paragraph 1, of the Rules of Court, had fixed Monday 6 December 2010 as the date for the opening of the oral proceedings in the case;

Whereas, by letter dated 5 November 2010 and received in the Registry the same day by facsimile, the Agent of the Republic of the Congo, referring to Article 89 of the Rules of Court, informed the Court that his

gouvernement «retir[ait] ... sa requête introductive d'instance» et l'a priée «de rendre une ordonnance prenant acte du désistement et prescrivant que l'affaire soit rayée du rôle»;

Considérant que copie de cette lettre a immédiatement été adressée au Gouvernement de la République française, qui a été informé que la date d'expiration du délai prévu au paragraphe 2 de l'article 89 du Règlement, dans lequel la République française pouvait déclarer si elle s'opposait au désistement, avait été fixée au 12 novembre 2010;

Considérant que, par lettre datée du 8 novembre 2010 et reçue au Greffe par télécopie le même jour, l'agent de la République française a informé la Cour de «l'absence d'objection [de son gouvernement] au désistement de la République du Congo»,

*Prend acte* du désistement de la République du Congo de l'instance;

*Ordonne* que l'affaire soit rayée du rôle.

Fait en français et en anglais, le texte français faisant foi, au Palais de la Paix, à La Haye, le seize novembre deux mille dix, en trois exemplaires, dont l'un restera déposé aux archives de la Cour et les autres seront transmis respectivement au Gouvernement de la République du Congo et au Gouvernement de la République française.

Le président,  
(*Signé*) Hisashi OWADA.

Le greffier,  
(*Signé*) Philippe COUVREUR.

---

Government “withdraws its Application instituting proceedings” and requested the Court “to make an order officially recording the discontinuance of the proceedings and directing the removal of the case from the list”;

Whereas a copy of that letter was immediately communicated to the Government of the French Republic, which was informed that the time-limit provided for in Article 89, paragraph 2, of the Rules of Court, within which the French Republic could state whether it opposed the discontinuance of the proceedings, had been fixed as 12 November 2010;

Whereas, by letter dated 8 November 2010 and received in the Registry the same day by facsimile, the Agent of the French Republic informed the Court that her Government “has no objection to the discontinuance of the proceedings by the Republic of the Congo”,

*Places on record* the discontinuance by the Republic of the Congo of the proceedings; and

*Orders* that the case be removed from the List.

Done in French and in English, the French text being authoritative, at the Peace Palace, The Hague, this sixteenth day of November, two thousand and ten, in three copies, one of which will be placed in the archives of the Court and the others transmitted to the Government of the Republic of the Congo and the Government of the French Republic, respectively.

*(Signed)* Hisashi OWADA,  
President.

*(Signed)* Philippe COUVREUR,  
Registrar.

---





PRINTED IN THE NETHERLANDS

ISSN 0074-4441

ISBN 978-92-1-071110-4



9 789210 711104